



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 13 – 11 DÉCEMBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITÉ REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITÉS
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ÉNERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATÉRALES

ENGIE EN
POINTE SUR
L'ÉOLIEN EN
AFRIQUE DU
SUD

VINCI VA
CONSTRUIRE LE
NOUVEAU CENTRE
COMMERCIAL
D'ABIDJAN

TOTAL ET DHL :
PARTENARIAT DE
DISTRIBUTION AU
NIGERIA

MISSION DE LA
CCI PAYS DE
LOIRE EN AFRIQUE
DE L'OUEST

L'UGANDA AU
9ÈME RANG
MONDIAL POUR LES
ÉNERGIES
RENOUVELABLES

ZAMBIE : MORPHO
(GROUPE SAFRAN)
SIGNE UN CONTRAT
AVEC LA POLICE

FORMATION
D'UNITÉS DE
PROTECTION CIVILE
PAR EXPERTISE
FRANCE EN
GUINÉE

PREMIER PROJET
DE NUMÉRIISATION
DU PATRIMOINE
CULTUREL
AFRICAIN AU
KENYA

MALI-CAMEROUN :
ACCORD DE
CIRCULATION DES
BIENS ET DES
PERSONNES



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Comores : un envoyé spécial de l'Union Africaine dépêché à Moroni pour évaluer la situation pré-électorale

Alors que les listes pour les élections présidentielles de 2016 en Union des Comores seront connues fin décembre 2015, l'Union Africaine a dépêché son envoyé spécial (l'ancien Président de Tanzanie Jakaya Kikweté) à Moroni le 2 décembre 2015. Acteur majeur dans le processus de Fomboni qui a conduit à la stabilité politique au cours de la dernière décennie, l'UA a pour objectif de conduire des consultations avec le président Ikililou Dhoinine afin d'évaluer la situation pré-électorale. Il s'agit de réitérer l'appel du 21 septembre 2015 à tous les acteurs politiques, pour œuvrer au bon déroulement du processus électoral dans le respect des textes fondamentaux.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ La lutte contre la corruption au cœur des priorités du nouveau président tanzanien John Magufuli

Dans son discours d'inauguration au Parlement à Dodoma le 20 novembre, le président John Magufuli a affiché la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gestion de l'administration comme ses priorités. De nombreuses mesures ont été prises en ce sens, telles que la réforme des règles de passation des marchés publics, la revue des contrats de privatisations, la restriction des voyages à l'étranger ou l'annulation de certaines festivités. Ces actions s'inscrivent dans le prolongement de la campagne électorale menée par le candidat Magufuli, alors que la Tanzanie figure au 119^{ème} rang sur 175 du classement *Transparency International* sur la perception de la corruption.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique : sommet sino-africain de Johannesburg

A l'occasion de la visite du président chinois en Afrique du Sud et du Forum sur la coopération sino-africaine de Johannesburg (3-6 décembre), une enveloppe de 60 Mds USD (dont 35 Mds USD sous forme de prêts ou de crédits à l'exportation) a été promise par la Chine pour financer le développement de l'Afrique sur 10 programmes : industrie, agriculture, santé et infrastructures notamment. 26 accords d'une valeur de 94 Mds ZAR (6,5 Mds USD) ont également été signés pour la coopération sino/sud-africaine. Parmi ces derniers, un accord entre l'opérateur électrique Eskom et la China Development Bank pour un prêt de 500 M USD ou la construction d'une usine automobile dans une ville côtière sud-africaine par *Beijing Automobile Works* pour 12 Mds ZAR.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Léone : coup d'envoi du recensement national

Reporté à deux reprises en raison de l'épidémie Ebola, le président sierra-léonais Ernest Koroma a annoncé le lancement d'une campagne nationale de recensement de la population. L'opération, qui se tiendra du 5 au 18 décembre, permettra d'établir les zones démographiques prioritaires en termes d'éducation, de santé et de développement économique. Le pays bénéficie pour ce recensement du soutien financier et logistique de plusieurs programmes des Nations Unies, du *Department for International Development* britannique ainsi que de l'IRISH AID. On estime aujourd'hui à environ 6,2 millions le nombre d'habitants en Sierra Léone.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la Banque centrale du Nigéria accusée d'avoir financé la campagne présidentielle du PDP par le site d'information *The Cable***

En août 2014, la Banque centrale du Nigéria a créé un fonds de 60 Mds NGN destiné à financer la lutte contre le groupe Boko Haram dans le nord-est du pays. D'après *The Cable*, 40 Mds NGN ont été versés au bureau du conseiller à la sécurité nationale et 20 Mds au *Department of State Services* sous la forme de dollars américain en liquide – en contradiction avec toutes les règles anti-blanchiment. Ces financements auraient été transférés du bureau du conseiller à la sécurité nationale, et à la campagne présidentielle du PDP. Raymond Dokpesi, président d'AIT, a révélé avoir perçu 2,1 Mds USD de ce bureau pour mener une campagne de publicité en faveur de Goodluck Jonathan.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : indice PMI au plus bas depuis août 2009

En novembre, en Afrique du Sud, l'indice PMI, indice composite de l'activité manufacturière du pays, s'est très fortement contracté, de -4,8 points, s'établissant à 43,3, le niveau le plus bas depuis août 2009. Avec toutes les composantes majeures de l'indice sous le seuil des 50 points, une situation inédite depuis la crise, ce nouveau repli de l'indice traduit la poursuite et l'accentuation de la contraction de l'activité manufacturière. Cette forte dégradation de l'indice présage un dernier trimestre 2015 très difficile alors que l'indice de confiance des entreprises *RBM/BER Business Confidence Index* est aussi au plus bas depuis 5 ans (-15 points sur l'année).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : persistance des pressions inflationnistes et des tensions sur le Kwanza

Malgré d'importantes pressions inflationnistes, le comité de politique monétaire a maintenu son taux directeur à 10,5 %. En octobre, le taux d'inflation a atteint 12,4 % en g.a, après 11,7% en septembre, affecté par l'impact sur les prix des carburants du retrait du programme de subventions et la dépréciation de la devise. L'écart entre le taux de change officiel et le taux sur le marché parallèle ne cesse de s'accroître (135 AOA contre 270 pour 1 USD sur le marché parallèle), en réaction notamment aux décisions des banques Bank of America et Standard Chartered de cesser leurs opérations en dollars avec l'Angola sur la base du non-respect des règles de régulation du secteur.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : vers une limitation de l'utilisation des cartes bancaires à l'étranger

Afin de limiter les sorties de capitaux, le gouverneur de la Banque centrale du Mozambique a annoncé la limitation prochaine de l'utilisation des cartes bancaires à l'étranger. Les transactions par carte ont fortement crû ces dernières années, passant de 300 M USD en 2012 à 800 M USD en 2014 selon les autorités. Le gouverneur a aussi indiqué vouloir s'assurer du strict respect par les exportateurs de la loi, les contraignant à convertir au moins 50 % de leurs recettes d'exportation en monnaie locale. Affectée par la faiblesse des prix des produits de base et le ralentissement de la demande externe, la balance courante tend à se dégrader rapidement, en même temps que la confiance des investisseurs.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le budget 2016 adopté par le Parlement

Le parlement ivoirien vient d'adopter la loi de finance 2016 du pays. D'un niveau de 8,9 Mds EUR (5 813 Mds FCFA) par rapport à 2015, ce budget est en hausse de 12 %. Son financement sera assuré à 84 % par des ressources intérieures, dont 4,6 Mds EUR au titre de recettes fiscales. Le solde devrait être comblé grâce à des émissions de titres sur les marchés financiers (1,8 Md EUR) et à divers apports extérieurs sous forme de dons et de prêts. Environ 22% des dépenses devraient être affectés au service de la dette, contre 24% en 2015. Les dépenses d'investissement progresseraient de 16%, à 2,7 Mds EUR.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : le projet de loi de finances 2016 adopté par le gouvernement

Le gouvernement togolais a adopté le projet de budget 2016 qui s'élève à 1 528 M EUR. Les recettes sont estimées à 1 466 M EUR, soit un besoin additionnel de financement de 62 M EUR. Le déficit budgétaire, de 14,6 %, baisse ainsi de deux points. Les dépenses primaires sont maîtrisées, mais ce budget montre une forte hausse des intérêts sur la dette (+51,9 %) qui atteignent 77 M EUR et de l'amortissement de la dette (+117,1 %) à 299 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : une politique budgétaire expansionniste en 2016

Dans le cadre d'un plan économique pour 3 ans approuvé par le gouvernement, les dépenses publiques pourraient atteindre 6 trillions NGN (30,2 Mds USD) en 2016. La hausse des dépenses devrait financer des projets d'investissements, tels que des infrastructures. L'objectif du gouvernement serait de financer cette hausse du budget en augmentant les recettes fiscales non-pétrolières, sans augmenter la dette extérieure de plus de +3% du PIB. Le budget est basé sur un prix de référence du baril à 38 USD contre 53 en 2015.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les efforts de rendement de Lafarge Wapco à la bourse nigériane

Lafarge Wapco opère dans le secteur des biens industriels, en particulier, les matériaux de construction. WAPCO est actuellement classé au 16e rang sur la Bourse du Nigéria en termes de rendement pour les investisseurs avec un gain de 11,12% depuis le début de l'année. WAPCO est suivi d'AshakaCem (10,52%), également filiale du Groupe LafargeHolcim au Nigéria, 7UP (9,49%), et Julius Berger (9,44%). Les actionnaires ont également gagné 3,97% sur leurs investissements lorsque les dividendes leur ont été versés par Lafarge Wapco.

✉ dritchard@france-nigeria.fr

▼ Bénin : 165 Mds de FCFA d'émission obligataire du trésor public

L'Agence UMOA-Titres a rendu publics les résultats de l'adjudication de la 8^{ème} émission d'obligations du trésor public béninois du 2 décembre. Au-delà des 150 Mds de FCA initialement sollicités, le Bénin a retenu 165 Mds sur les 234 Mds soumissionnés. L'échéance de cet emprunt est de sept ans, avec un taux d'intérêt annuel de 6,5%.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Kenya : création d'un *Office of Management and Budget* rattaché à la présidence pour définir les priorités budgétaires

À l'occasion de son discours sur la lutte contre la corruption le 23 novembre 2015, le président Kenyatta a annoncé la création d'un *Office of Management and Budget* (OMB) rattaché à la Présidence. L'OMB produira un *President's Budget*, en collaboration avec la Commission du budget du Parlement. Le président souhaite définir lui-même les priorités et limiter les luttes d'influence dans le processus budgétaire. Le rôle des ministères sera quant à lui centré sur l'exécution du budget et leur mission de service public. Alors que le déficit budgétaire devrait atteindre 8,1% du PIB en 2015 contre 7,2% en 2014, le FMI a appelé le gouvernement à réduire les dépenses non-prioritaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Engagement du Kenya à lutter contre l'optimisation fiscale suite à l'adoption du *Base Erosion and Profit Shifting*

La *Kenya Revenue Authority* (KRA), l'agence de recouvrement des recettes fiscales, a indiqué qu'elle mettrait en place des mesures pour lutter contre l'optimisation fiscale des multinationales courant 2016. Cette annonce intervient après l'adoption de l'initiative BEPS par le G20, le 16 novembre 2015. L'initiative BEPS de l'OCDE, à laquelle le Kenya a contribué à travers sa participation dans le Comité des affaires fiscales de l'OCDE, est un plan d'action qui vise à réformer les règles fiscales internationales contre l'optimisation fiscale des multinationales. La KRA est régulièrement pointée du doigt pour son inefficacité dans le prélèvement de l'impôt alors que le déficit budgétaire se creuse.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Dépeuplement et vieillissement de la population - une menace à moyen terme pour Maurice

Selon *Statistics Mauritius*, Maurice devrait faire face à une situation de dépeuplement et de vieillissement de la population à l'horizon 2054. En 40 ans, la population de l'île pourrait diminuer de 20% tandis que la proportion des plus de 65 ans passerait à 25% contre 9% aujourd'hui. Cette tendance, si elle se confirme, aurait d'inévitables répercussions sur le marché du travail, les dépenses de santé, le niveau des retraites, etc. Comme dans la plupart des pays émergents, l'élévation du niveau de vie a entraîné un recul de l'âge moyen du mariage (28 ans pour les femmes), une chute du taux de fécondité (1,4 enfant/couple) ainsi qu'un allongement de la durée de vie.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique australe : progression de la corruption en Afrique subsaharienne selon *Transparency International*

Selon le dernier rapport de l'ONG *Transparency International*, "*People and Corruption : Africa Survey 2015* relatif à la perception de la corruption en Afrique subsaharienne, 58 % des personnes sondées (sur 43 143 personnes interrogées dans 28 pays) font état d'une détérioration en Afrique subsaharienne au cours des 12 derniers mois. A l'inverse, seules 22% pensent que la corruption a diminué et 14 % estiment qu'elle est restée stable. Parmi les 28 pays étudiés, l'Afrique du Sud est celui qui enregistre le plus important taux de personnes percevant une hausse de la corruption (83 %).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Lancement de l'antenne du centre de médiation et d'arbitrage du Congo à Pointe-Noire

L'antenne de Pointe-Noire du centre de médiation et d'arbitrage du Congo (CEMACO) a été lancée officiellement par le ministre du Commerce et des approvisionnements le 23 novembre à la CCI ponténégrine. Le CEMACO, institution dont l'antenne de Brazzaville avait été lancée en juillet 2014, vise à améliorer la sécurité des investissements en proposant un mécanisme fiable de règlement des litiges.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Accord Cameroun-Mali sur la circulation des personnes et des biens

Le Conseil des ministres a autorisé le 2 décembre la ratification de l'Accord sur la circulation des personnes et des biens entre le Mali et le Cameroun, qui remplace la convention précédente de 1964. Cet Accord prévoit l'institution du visa d'entrée mais également l'assimilation aux nationaux des ressortissants de chaque partie concernant:

- l'ouverture, la création de société ou de fonds de commerce, l'exercice de professions libérales;
- le bénéfice de la législation du travail et des lois sociales;
- l'exercice d'activités salariées, l'octroi de concession ou d'autorisation administrative ou l'accès aux marchés publics ;
- l'accès aux services sociaux et sanitaires.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Baromètre 2015 de la corruption en Afrique

Publié le 1^{er} décembre 2015, l'étude de *Transparency International* révèle que 76% des personnes interrogées au Nigéria estiment que la corruption a progressé depuis un an, près de 20 points supérieurs à la moyenne du continent (58%). Sur la capacité des gouvernements en place à lutter contre la corruption, les sondés sont plutôt pessimistes et déclarent majoritairement que les actions menées sont mauvaises (Libéria 81% ; Nigéria 78% ; Ghana 71%, Sierra Léone 69%). Au niveau du continent, 22% des usagers des services publics affirment avoir payé un pot-de-vin pour faciliter leurs démarches administratives (Libéria 69% ; Nigéria 43% ; Sierra Léone 41% ; Ghana 36%).

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : aggravation de la perception de la corruption

Une récente enquête publiée par *Transparency International* sur la corruption en Afrique révèle qu'une majorité des ghanéens (76%) considèrent que la corruption s'est aggravée au cours des derniers mois. Cette enquête place le Ghana au deuxième rang, derrière l'Afrique du Sud, des pays où la perception de l'évolution de la corruption est la plus négative. 71% des sondés considèrent également que les autorités ne luttent pas efficacement contre le fléau. 36% des usagers sondés affirment avoir dû payer des pots de vin au cours de l'année passée (7ème plus mauvais résultat du continent). La police arrive en tête des administrations perçues comme les plus corrompues.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : une réduction de la taxation des équipements TIC défendue par l'Association of Ghana Industries

Nana Beechem, représentant du secteur TIC au sein de l'*Association of Ghana Industries* a récemment plaidé pour une réduction des taxes perçues sur les importations d'équipements

technologiques arguant du fait que le Ghana, absent tant de la fabrication que de l'assemblage de ces équipements, est contraint de les importer. Nana Beechem a mis en avant le fait que le niveau des différentes taxes qui peuvent représenter jusqu'à 30% nuisent à la modernisation, à la productivité et à la compétitivité des entreprises.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : nouvelle version du projet de loi sur l'industrie pétrolière.**

Cette nouvelle version retire au président le pouvoir d'attribuer les licences d'exploration-production et confère ce pouvoir à une commission de régulation. La compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC) pourrait être divisée en deux entités : l'une chargée de gérer les actifs pétroliers, et l'autre s'occupant des activités commerciales. L'unité « commerciale » sera partiellement privatisée, et gérée comme une entreprise privée, payant des dividendes à l'Etat nigérian. Le gouvernement espère de la sorte résoudre le problème de sous-investissement chronique dans le secteur pétrolier.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : signature d'une lettre d'intention entre le PADE et MEDEF International pour soutenir le secteur privé**

Le 20 novembre, le Projet d'appui à la diversification de l'économie - cofinancé par la Banque mondiale et la République du Congo - et le MEDEF International ont signé une lettre d'intention de partenariat en marge du forum ICB 2015. Le partenariat vise à contribuer à la diversification de l'économie congolaise par le biais de la promotion des investissements et du développement du secteur privé dans le pays. Les deux parties signataires souhaitent mettre en relation les entreprises congolaises et françaises exerçant dans l'industrie agroalimentaire, la transformation du bois, le transport ou encore l'artisanat.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : réunion récente du *French Business Club* sur le climat des affaires**

Une quinzaine d'entreprises françaises et de partenaires se sont réunis le 16 novembre en présence de représentants de Proparco pour échanger sur le climat des affaires. Il en ressort que les actifs sont sous-évalués (c'est le moment propice pour investir à long-terme). L'indigénisation n'est pas un facteur bloquant, les autorités ne harcelant pas les entreprises. Le principal risque est le manque de consistance des politiques et de mise en œuvre des réglementations. La *joint-venture* est à privilégier pour les nouveaux investisseurs. Il existe une contrainte de liquidité. Les retours de la mission de Proparco, déjà engagé au Zimbabwe à hauteur de 60 M USD, sont positifs, notamment dans les secteurs liés à l'énergie et l'agro-industrie.

✉ anne-sophie.ouedraogo@diplomatie.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Kenya : premier projet de numérisation du patrimoine culturel africain

Google Cultural Institute a annoncé la numérisation progressive du patrimoine culturel africain : le projet a commencé avec la numérisation des documents du Centre national des archives du Kenya, permettant, depuis octobre 2015, aux internautes d'avoir accès à plus de 1 000 documents et œuvres d'art du Kenya, mais aussi d'Ethiopie, de Madagascar, de la République démocratique du Congo ou du Nigéria et à une quinzaine d'expositions proposées par les archives kenyanes. La Croix Rouge kenyane et le centre culturel GoDown Centre ont également participé à ce projet. La position que tient le Kenya en Afrique dans le secteur des nouvelles technologies et de l'innovation a fait de ce pays un choix évident pour Google.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ Madagascar : la France verse la dernière tranche de son aide budgétaire

Le 4 décembre 2015, la France a procédé au versement de la troisième et dernière tranche d'une aide budgétaire d'un montant de 10 M EUR à la République de Madagascar. Conformément à la convention de 40 M EUR signée en novembre 2014 entre la République de Madagascar et le gouvernement français via l'AFD, le dernier versement prévu dans la convention a été effectué. Il fait suite à un premier versement de 20 M EUR en début d'année 2015 et à un second de 10 M en septembre dernier. Après avoir constaté les efforts du gouvernement malgache en matière d'élargissement de la base fiscale, la France conclut ainsi son appui budgétaire à Madagascar.

✉ rabitchova@afd.fr

▼ Madagascar : signature du programme indicatif national (PIN) avec l'UE

Le président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, et le Commissaire européen en charge de la coopération internationale et du développement, Neven Mimica, ont signé à Bruxelles, le 23 novembre 2015, le PIN dans le cadre du 11^{ème} fonds européen de développement. D'un montant de 518 M EUR, ce programme couvre la période 2014-2020. Les trois secteurs d'intervention prioritaires sont la gouvernance et le renforcement des politiques publiques, les infrastructures en support au développement économique et le développement rural. Le PIN vise à renforcer la lutte contre la pauvreté dans un pays dont le PIB par habitant reste l'un des plus faibles de la planète (392 USD).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : signature d'un accord avec la société allemande Gauff GmbH pour le projet du port de Bukasa

À l'occasion de la visite du ministre allemand des Affaires étrangères, la société Gauff GmbH a signé un accord avec le gouvernement ougandais pour la fourniture et le financement de services de conseil pour la construction du port de Bukasa, près de Kampala, qui desservira Mwanza, sur la rive tanzanienne du lac Victoria. Ce projet d'un coût de 400 M EUR, vise à fournir à l'Ouganda un accès à la mer passant par la Tanzanie, alternatif à Mombasa. Grâce au projet d'interconnexion ferroviaire régional, pour lequel Gauff GmbH a également remporté un contrat relatif à la conception technique préliminaire, le futur port de Bukasa sera également relié au Soudan du Sud et à la RDC.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : La deuxième phase du projet *Central African Backbone* est lancée**

Cette deuxième phase consiste à étendre le réseau national de fibre optique (long de 6000 km) de 916 km, permettant au Cameroun de se connecter à la RCA, au Congo et au Nigéria, pour un montant global de 32 Mds FCFA, dont 24,2 Mds sont apportés sous forme de prêt par la BAD, 7 Mds FCFA par le gouvernement camerounais, et le reste, 900 M FCFA, sont apportés par le fonds mondial pour l'environnement. Le projet devrait être mené à son terme en décembre 2019. Pour mémoire la première phase du projet a débuté en 2009 et s'achèvera au premier trimestre 2016 ; elle a consisté pour l'essentiel à la connexion des grandes métropoles du Cameroun à la fibre optique.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : l'UE accorde un financement de 111 M EUR pour l'énergie et le foncier**

Ce financement s'inscrit dans le cadre du 11^{ème} fonds européen de développement (FED). Il vise à financer des projets d'extension du réseau électrique ivoirien (72 M EUR), ainsi que de délivrance rapide et de sécurisation des titres fonciers dans le pays (39 MEUR). Sur la période 2014-2020, la Côte d'Ivoire devrait au total bénéficier d'un financement de 276 M EUR au titre du onzième FED.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : rencontre entre le président Buhari et le président Xi lors du forum sur la coopération Chine-Afrique à Johannesburg les 4 & 5 décembre.**

Les deux pays ont prévu de renégocier les accords concernant le financement par la Chine de projets ferroviaires au Nigéria, notamment la construction de la ligne grande-vitesse côtière Lagos-Calabar pour 12 Mds USD et la réfection de la liaison Lagos-Kano pour 8,3 Mds USD. L'objectif est un démarrage rapide des travaux.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Botswana : le monopole gouvernemental sur les exportations bovines constitue un frein économique

L'entreprise *Botswana Meat Commission* (BMC), détenue par l'Etat botswanais, détient le monopole d'exportation de la viande bovine. Malgré la vétusté de ses abattoirs, le gouvernement ne prévoit pas de construire de nouvelles infrastructures pour répondre aux besoins induits par la forte augmentation du cheptel bovin. Selon *Farmer's Weekly*, les éleveurs rencontrent des difficultés pour commercialiser la viande. Le gouvernement pourrait privatiser BMC pour favoriser les exportations de viande de bœuf et libéraliser le secteur.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : la sécheresse pourrait affecter les récoltes de raisin en 2016

L'Afrique du Sud est confrontée à l'une des vagues de chaleur les plus intenses depuis 1992, avec des conséquences dans tous les secteurs agricoles, entraînant une augmentation des prix des matières premières. Les viticulteurs s'inquiètent de l'effet de la sécheresse sur les vendanges de 2016. Même si l'irrigation des vignobles est autorisée en Afrique du Sud, Francois Viljoen, directeur de Vinpro, l'une des organisations professionnelles, qui regroupe plus de 3 600 producteurs de vin, estime que les restrictions en eau impacteront gravement non seulement la quantité de raisin, mais également sa qualité.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Ghana : diminution de la part de l'agriculture dans le PIB

La contribution du secteur primaire au PIB du Ghana est passée de 31,8% en 2009 à seulement 19% aujourd'hui, soit un recul de 12,8% en sept ans. Compte tenu de la diminution de 10% des dépenses en faveur de l'agriculture dans le budget 2016, les professionnels du secteur s'inquiètent d'une accentuation de cette tendance en raison notamment de la baisse inévitable des fournitures d'engrais dans le cadre du programme *Fertiliser Subsidy* qui représente 85% du budget consacré à l'agriculture.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Engie en pointe sur l'éolien

Le groupe Engie vient d'inaugurer au nord du Cap un champ d'éoliennes d'une capacité de 94 MW. Exploitant 760 MW sur le continent africain pour 395 MW provenant du solaire et de l'éolien, Engie a décidé de créer une structure dédiée à l'Afrique en 2016, région du monde où le groupe est déjà implanté essentiellement en Afrique du nord. Son installation s'inscrit dans un contexte de crise énergétique en Afrique du Sud, dont près de 90% de l'électricité reste produite à partir du charbon. Engie répond ainsi à une volonté du gouvernement sud-africain de développement des énergies renouvelables en Afrique du Sud.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Cameroun : la production pétrolière et gazière en augmentation sur les 10 premiers mois de l'année 2015 par rapport à 2014**

Selon la société nationale des hydrocarbures (SNH), la production pétrolière s'établissait à octobre 2015 à 28,63 M de barils, en hausse de 26,2% en glissement annuel. La prévision de la SNH, pour l'année 2015, est de 34,9 M de barils, soit un peu plus de 95 000 b/jour. Les quantités de pétrole brut vendues pour le compte de l'Etat au 31 octobre s'élevaient à 17,7 M de barils, en hausse de 31,6%. La production gazière est en progression de 26,9% à 11 303,3 M de pieds cubes au 31 octobre 2015, avec une prévision de 13 783,4 M de pieds cubes pour l'année 2015.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo: accord de partenariat dans l'énergie électrique**

Lors du récent forum « Investir au Congo Brazzaville » (19-21 novembre 2015), la Fédération marocaine de l'électricité (FEMADEL) a conclu un accord de partenariat avec la société *Congo Capital Entreprises* (CCE) pour la promotion des échanges dans les domaines du transport et de la distribution de l'électricité.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : suspension de l'exploitation de l'essence de bois Kevazingo**

Le ministère de la Protection de l'environnement et des ressources naturelles a décidé la suspension « à titre conservatoire » de l'exploitation du Kevazingo, essence de bois rare et très prisée, source de nombreux trafics. L'exploitation illicite du Kevazingo a conduit récemment à de nombreuses arrestations. Cette décision fait par ailleurs écho aux scandales récents au sein du ministère de la Protection de l'environnement et des ressources naturelles, de nombreux agents du ministère « ayant eu des agissements allant à l'encontre de l'éthique professionnelle ».

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : acquisition par Zijin Mining de 49,5% de la mine de cuivre de Kamao (Katanga)**

La compagnie minière canadienne Ivanhoe Mining Ltd a annoncé le 8 décembre 2015, avoir obtenu, un paiement initial de 206 M USD au titre de la cession de 49,5% de ses parts au groupe chinois Zijin Mining group Co. Un solde, d'égal montant lui sera versé en cinq tranches chaque 3,5 mois.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : projet de centrale solaire de 300 MW dans l'Etat du Niger**

La société nigériane Shiroro Hydroelectric Power Station, souhaite adosser une centrale solaire de 300 MW à la centrale hydroélectrique de Shiroro dotée d'une capacité de 600 MW. En période sèche, les installations solaires seraient complémentaires et permettraient une production stable d'électricité. Siemens Nigeria et Tetrattech America seraient les principaux partenaires techniques pour les équipements. Le projet, qui a reçu l'approbation de l'Etat du Niger, devrait être opérationnel en 2017 et serait l'une des plus grandes installations solaires d'Afrique.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : TCN maintient son objectif de production de 20 000 MW pour 2020**

La *Transmission Company of Nigeria* (TCN), a confirmé l'objectif d'une capacité de génération de 20 000 MW en 2020 à condition que le réseau électrique national bénéficie d'investissements annuels supérieurs à 1 Md USD. TCN souhaite favoriser les PPP pour atteindre cet objectif. Le régulateur, la *Nigerian Electricity Regulatory Commission* (NERC), indique que la production nationale d'électricité est de 4 800 MW pour une capacité de 5 400 MW. Les coupures d'électricité devraient diminuer de manière significative à partir d'une capacité de 6 000 MW. On estime que 55% des consommateurs ne sont pas équipés de compteurs électriques.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : maintien des activités des opérateurs pétroliers en dépit de la baisse des cours**

Après le britannique Tullow la semaine passée, l'italien ENI, lors d'une visite de son vice-président Afrique au ministre du Pétrole, a tenu à rassurer les autorités ghanéennes sur le maintien des investissements sur les sites pétroliers et gazières de Sankofa à un moment où beaucoup d'entreprises révisent à la baisse leurs projets d'exploration-production. Le projet offshore de Sankofa dont le montant d'investissements est proche de 7 Mds USD est stratégique pour le Ghana avec des réserves de gaz estimées à 40 milliards m³ permettant un approvisionnement d'une partie des centrales électriques du pays pendant vingt ans. La mise en production est prévue en 2017.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : hausse des tarifs de l'électricité et de l'eau**

La commission ghanéenne de régulation des services publics a annoncé des augmentations des tarifs de l'eau et de l'électricité respectivement de 59,2% et 67,2%. Ces hausses ont provoqué de vives réactions de la part des organisations syndicales et des associations patronales inquiètes pour la compétitivité des entreprises. Le prix de l'électricité actuel représente à peine la moitié des coûts de production, de transport et de distribution, générant des dettes croisées entre opérateurs du secteur (1,5 Md USD). Ainsi, VRA, principal producteur d'électricité dont les achats mensuels de combustibles atteignent 30 M USD, doit 400 M USD à ses fournisseurs de gaz.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Ouganda au 9^{ème} rang mondial pour les investissements dans les énergies renouvelables**

L'Ouganda se classe au 3^{ème} rang des pays africains et au 9^{ème} rang mondial du dernier classement Climatescope. Ce classement, réalisé par la Banque interaméricaine de développement en partenariat avec *Bloomberg New Energy Finance*, UKaid et USaid, évalue les investissements réalisés par les pays dans des énergies à faible émission de carbone et leur capacité à attirer des capitaux. Entre 2008 et 2014, une dizaine de projets ougandais permettant de produire 100 MW d'électricité ont bénéficié de près de 140 M USD de financements, notamment à travers le programme *Global Energy Transfer for Feed-in-Tariffs* de la Banque mondiale, en partenariat avec l'UE, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Norvège.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : hausse significative des tarifs de l'électricité**

Les autorités ont accepté la demande de l'énergéticien ZESCO en faveur d'un relèvement des tarifs de l'électricité de 6 cents d'USD à 10,35 cents le KW/heure. Cette hausse vise à mieux refléter les coûts de production, fortement orientés à la hausse, compte tenu de la dépréciation du Kwacha, et à dégager des moyens budgétaires pour le financement des infrastructures. La production hydroélectrique, à l'origine de 90 % de l'électricité du pays, ne permet plus en effet de fournir assez d'énergie en raison de la sécheresse, ce qui nécessite d'importantes importations. Selon le régulateur, la hausse des tarifs permettrait de financer 1 500 MW de capacités supplémentaires, une approche ambitieuse au regard du parc actuel de 2 200 MW.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Kenya : privatisation de cinq producteurs de sucre**

Le gouvernement kenyan souhaite céder ses participations à hauteur de 51% dans cinq sociétés sucrières à des investisseurs stratégiques pour ne conserver que 25%, le solde étant réservé aux agriculteurs partenaires et employés (24%). Les entreprises sont Sony, Chemelil, Nzoia, Muhoroni et Miwani millers. Le Kenya produit 600 000 tonnes de sucre par an pour une consommation annuelle de 800 000 tonnes. La direction de sucre kenyan estime que le coût de production d'une tonne de sucre est d'environ 526 EUR par rapport à environ 250 EUR pour la concurrence, notamment égyptienne. Le Kenya a obtenu l'extension de la protection de son marché au niveau du COMESA jusqu'en 2017.

✉ charles.otieno.int@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : Veolia va traiter les eaux industrielles d'un site d'Arcelor Mittal**

Pour son site de production d'acier de Vanderbijlpark (Province du Gauteng), Arcelor Mittal a désigné Veolia Environnement comme opérateur pour l'exploitation et la maintenance des infrastructures de traitement de ses eaux industrielles avec l'objectif ambitieux de zéro rejet d'effluents. L'usine de traitement d'eau aura une capacité de 1000 m3/heure et sera combinée avec deux usines de traitement des effluents d'une capacité de 100 m3/ heure. Veolia utilisera différentes technologies comme la filtration membranaire par osmose inverse et l'évapo-concentration. Ces installations permettront de s'inscrire dans une démarche durable, respectueuse de l'environnement et des populations locales.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Sierra Léone : 25 M USD d'investissements dans l'industrie du diamant**

Suite au dépôt d'une demande d'un permis d'exploitation auprès de la *National Minerals Agency* sierra-léonaise, la société britannique *Stellar Diamond Company*, a annoncé vouloir investir plus de 25 M USD dans son projet de mine de diamant « Tongo » lors des quatre premières années de production. Le projet pourrait permettre la production de plus d'un million de carats de diamants bruts en 18 ans pour une valeur totale de 387 M USD. Il s'agit de l'un des premiers projets miniers d'envergure depuis la fin de l'épidémie Ebola.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Kenya : leader africain de l'inclusion financière

Mis en avant par les dernières études de la Banque mondiale (*The Global Findex Database 2014*) et MasterCard (*2015 African Cities Growth Index*), le Kenya est devenu le leader en Afrique sub-saharienne de l'inclusion financière grâce au développement des plateformes de paiement mobile : en 2014, le taux d'inclusion financière s'élevait à 75% au Kenya, contre 70% en Afrique du Sud. 52% de la population kenyane ayant accès à des services financiers disposent d'au moins un compte bancaire et un accès au paiement mobile et 26% uniquement d'un accès à une plateforme mobile. En Afrique du Sud, les chiffres s'inversent : 79% de la population ayant accès à des services financiers disposent uniquement de comptes bancaires.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ Kenya : bientôt des taximètres ?

Alors qu'Uber a fait son entrée à Nairobi en 2015 et que la capitale kenyane est confrontée à des problèmes importants de congestion routière, le comté de Nairobi souhaite réformer l'activité de taxi, dont la dernière réglementation date de 1967, en introduisant notamment l'obligation de s'équiper de taximètres, en remplacement du système actuel d'accord arbitraire entre chauffeur et passager. La réglementation doit encore être approuvée par l'assemblée du comté de Nairobi.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ Soudan : ouverture à Bahreïn d'une filiale de la *Bank of Khartoum*

La banque centrale de Bahreïn a autorisé, le 1^{er} décembre 2015, la *Bank of Khartoum* à ouvrir une filiale dans l'Emirat. Première filiale étrangère d'une banque soudanaise, elle pourrait permettre des transferts bancaires vers et depuis le Soudan. La *Bank of Khartoum*, première banque soudanaise avec un produit bancaire annuel équivalent à 2 Mds USD, est détenue dans sa totalité par des actionnaires de la péninsule arabique. La banque a été retirée de la liste noire américaine en 2012, après avoir démontré à l'*Office of Foreign Assets Control*, administration américaine en charge des sanctions, que le gouvernement soudanais ne faisait pas partie de son actionnariat.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ Zambie : signature d'un contrat par Morpho avec la police

Morpho, filiale du groupe Safran, vient d'annoncer la signature d'un contrat avec les services zambiens de police pour la fourniture et le déploiement d'un système d'identification automatique par empreintes digitales. Numéro un mondial du marché des solutions biométriques de sécurité, l'entreprise française fournira également des services de formation et de maintenance pendant les 5 ans suivant le déploiement du système. Début 2015, Morpho avait déjà livré un système d'identification rapide d'ADN aux services de police zambiens, constituant ainsi le premier équipement de ce type fourni par le groupe sur le continent africain.

✉ gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : installation de la DIFFA dans la production cinématographique

La distribution internationale de films et fictions d'Afrique (DIFFA), née d'une initiative conjointe de *Media Consulting Group* (France) et *Martika Production* (Côte d'Ivoire), vient d'ouvrir à

Abidjan son bureau pour l'Afrique de l'Ouest francophone. DIFFA a vocation à assurer une meilleure distribution des œuvres cinématographiques et audiovisuelles des pays francophones du Sud. Elle a à son actif 500 heures de programme et fédère 44 producteurs de 20 pays africains francophones.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un consortium conduit par Vinci envisage de construire un centre commercial dans la commune du Plateau à Abidjan

Le ministre ivoirien de l'Economie et Bertrant Hanaeur, directeur du département Afrique du groupe Vinci, ont signé un accord-cadre pour la construction d'un nouveau centre commercial en plein cœur de la commune du plateau (Abidjan). Il s'agit d'un centre d'une superficie de 26 000 m² qui comprendra un hôtel cinq étoiles et deux tours de bureaux. L'investissement est estimé à 131 M EUR et les travaux devraient s'étaler sur 24 mois.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : attribution du marché d'approvisionnement en gaz à la société GEOGAS Trading

La commission nationale des hydrocarbures vient de rendre public l'attribution provisoire du marché d'approvisionnement en gaz butane en Mauritanie au Suisse GEOGAS Trading pour les deux prochaines années. Avec 60 000 tonnes annuelles, le marché mauritanien reste relativement modeste comparé notamment à ses voisins, sénégalais et marocain.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Partenariat entre Total et DHL pour le renforcement de l'accès aux services postaux privés internationaux au Nigéria

Actuellement en phase 1, le projet permet à près de 30 stations-services de Total Distribution d'avoir accès aux services commerciaux de DHL. En phase 2, dont la date de mise en œuvre n'est pas encore connue, une centaine de stations-services Total devrait rejoindre l'initiative. DHL profite ainsi du réseau de distribution de Total, présent sur l'ensemble du pays, tandis que Total élargit la gamme de ses prestations commerciales (hors essence) grâce à l'envoi de courriers internationaux.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Mise en place d'une liaison aérienne directe entre les Seychelles et la Chine

Air Seychelles a annoncé la mise en place d'un vol direct hebdomadaire entre Pékin et Victoria, la capitale des Seychelles. Ce vol sans escale devrait permettre à l'archipel de mieux capter la clientèle chinoise, qui représente un des principaux marchés émergents pour son activité touristique. En 2014, la Chine arrivait en 5^{ème} position en nombre de visiteurs derrière la France, l'Allemagne, l'Italie et la Russie et devant le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud. Entre 2013 et 2014, le nombre de touristes chinois qui se sont rendus aux Seychelles a quasiment doublé et une progression significative est attendue pour 2015. Les Seychelles accueillent chaque année entre 230 et 240 000 visiteurs.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : formation de 400 agents au sein d'unités de protection civile

Sur financement du 10^{ème} FED, et en lien avec la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD) et le ministère de l'Intérieur, Expertise France met en œuvre depuis 2013 un

projet de formation d'unités de protection civile (UPC) en Guinée. En décembre 2014, deux UPC formées par des spécialistes français de l'Unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC) 1 ont pu intégrer le plan de riposte Ebola mis en œuvre par la Guinée et ses partenaires internationaux, dont la France. Deux autres unités sont actuellement instruites par des formateurs des UIISC 1 et 5, en lien avec des cadres guinéens. A terme, ces unités assureront une meilleure couverture opérationnelle dans les quatre régions naturelles du pays.

✉ florianne.heine@expertisefrance.fr

ENTREPRISES

▼ Air Madagascar : suspension du vol vers Bangkok et Guangzhou

Air Madagascar suspendra cette liaison à compter du 6 janvier 2016, pour trois mois, en raison du faible taux de remplissage et d'un coût d'exploitation élevé. Air Madagascar a par ailleurs été suspendue, le 2 décembre, de la chambre de compensation IATA (ICH) faute d'avoir honoré à fin novembre ses échéances auprès de ses fournisseurs. Air Madagascar, qui n'est toujours pas sortie de l'Annexe B de l'UE, voit ainsi sa situation s'aggraver faute de ne pouvoir recourir au système de compensation pour régler ses fournisseurs ou d'autres compagnies aériennes (ventes de billets croisés). La restructuration en cours d'Air Madagascar, assortie d'une recapitalisation à hauteur de 7 M EUR en janvier 2016, n'en sera que plus difficile.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : profits trimestriels de 5,7 M EUR pour Air Mauritius

Air Mauritius a annoncé des profits de 5,7 M EUR pour le 2^{ème} trimestre de son exercice financier (juillet - septembre 2015), un résultat meilleur que prévu qui tient compte de l'effet négatif combiné de la baisse de l'euro et du *hedging* (couverture à la hausse sur le prix du carburant engagée avant la baisse du cours du baril). Comparativement, à la même période en 2014, le nombre de passagers transportés a progressé de 11,7%. Le résultat net de la compagnie au 1^{er} semestre (mars – septembre 2015) reste toutefois dans le rouge, à -4,2 M EUR. Air Mauritius fait face à une concurrence accrue avec l'arrivée à Maurice de plusieurs transporteurs (Austrian Airlines, Lufthansa, Turkish Airlines).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Règlement partiel en vue pour les créances de PME gabonaises

Réagissant à la plainte de la coalition des organisations patronales, le ministre du Budget a annoncé la mise en paiement de 10 Mds FCFA (15 M EUR), dans le cadre du règlement de la dette intérieure. 80 PME seraient concernées par ce règlement. Le ministre a souligné que « des dispositions budgétaires ont été prises en 2015 et 2016 pour poursuivre l'apurement des créances qui seront validées par la commission de traitement de la dette intérieure ».

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : succès de la mission de prospection des Pays de la Loire

Du 30 novembre au 5 décembre, 17 entreprises des Pays de la Loire se sont rendues en Afrique subsaharienne, encadrées par la CCI Pays de la Loire et Business France pour prospecter dans 5 pays : Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya et Sénégal. Elles ont également fait escale au Nigéria pour vendre l'excellence française dans les secteurs des matériaux de construction, des équipements de manutention, des produits raffinés, des solutions d'e-learning, des équipements scéniques et tribunes, etc. L'accueil du Consulat général a été chaleureux la mission, sous la supervision du bureau de Lagos, s'est bien déroulée.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : acquisition russe par Naspers dans le secteur numérique**

Le groupe sud-africain numérique Naspers, numéro un du secteur en Afrique, est parvenu à lever 2,5 Mds USD, grâce à un montage financier piloté par Morgan Stanley et Citigroup. L'opération, un placement privé de 18,2 millions d'actions d'une valeur unitaire de 137 USD, qui représente 4,3% de son capital, lui permettra de finaliser l'acquisition d'Avito, un important site internet russe d'annonces et de financer son expansion dans des opérations de « e-commerce ». Les titres nouvellement émis feront l'objet d'une introduction au *Johannesburg Stock Exchange* dès le 11 décembre 2015, sous réserve des autorisations appropriées.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Ouganda : visite du ministère des Affaires étrangères allemand, accompagné d'une délégation d'entreprises

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Steinmeier, s'est rendu en Ouganda, accompagné d'une délégation d'entreprises. L'Allemagne souhaite développer sa présence dans les secteurs du pétrole et du gaz, des infrastructures, des technologies de l'information et du tourisme. L'attractivité de l'Ouganda réside dans la stabilité du climat des investissements et sa position géographique centrale au sein de l'*East African Community*. L'Allemagne est le 1^{er} partenaire commercial européen de l'Ouganda, avec 188,8 M EUR d'échanges bilatéraux en 2014. Les importations de l'Ouganda depuis l'Allemagne se sont élevées à 95,4 M EUR et ses exportations à 93,4 M EUR.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : participation de Kampala à la COP21

À l'occasion de sa participation à la COP21, Jennifer Musisi, directrice exécutive de Kampala (Maire non élue), a rencontré des entreprises françaises lors d'un séminaire organisé par le Medef international le 3 décembre. Elle est également intervenue lors de l'atelier *Africa for Climate* organisé par Expertise France, l'AFD et le FFEM, où elle a présenté sa stratégie de développement bas carbone pour Kampala. Invitée au Sommet mondial des villes, elle s'est entretenue avec Jean-Louis Missika, adjoint au Maire de Paris chargé de l'urbanisme, de l'architecture, des projets du Grand Paris, du développement économique et de l'attractivité, au cours duquel ils ont échangé notamment sur les coopérations envisageables entre les deux villes.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Ouest : mission de la CCI Internationale Pays de la Loire et du port de Nantes Saint-Nazaire

Une délégation de 18 entreprises de la CCI Internationale Pays de la Loire et du port de Nantes Saint-Nazaire ont effectué, du 30 novembre au 4 décembre dernier, une mission en Afrique de l'Ouest. Douze entreprises se sont rendues au Sénégal, cinq en Côte d'Ivoire (Armaplus, Cinphoni, Elva, Performanse, Someva) et une au Ghana. Pour le port de Nantes, premier port de la façade atlantique française et quatrième grand port maritime métropolitain. L'objectif de cette mission était d'identifier de nouveaux partenaires dans la zone, en particuliers des chargeurs liés à la filière agroalimentaire, souhaitant accéder au grand Ouest de la France.

✉ aboubacar.fofana@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

